

ROLAND PREDIERI

61 ans - Architecte-Urbaniste
Ancien Maire de Villepreux
Ancien Conseiller Régional I.D.F.
Membre du Comité Directeur, section française,
du Conseil des Communes et Régions d'Europe



41 ans
Conseil en Formation et Communication
au Chesnay



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Exerçant des professions indépendantes orientées vers la création et les recherches novatrices,

- Nous connaissons les contraintes et les difficultés liées à la crise économique.
- Nous comprenons les préoccupations des catégories socio-professionnelles, de cette circonscription, qui veulent et doivent s'engager dans les futurs enjeux européens.
- Et nous entendons ces jeunes dynamiques et courageux mais qui sont angoissés de ne pas trouver un emploi et une formation adaptée.

FORMATION :

Notre circonscription, bien que paraissant en situation privilégiée, souffre néanmoins de retards concernant l'éducation et la formaiton pour répondre aux enjeux de 1993. Il est nécessaire :

- de créer des lycées professionnels techniques et collèges,
- de restructurer les installations vétustes,
- et d'investir tant dans la formation initiale que dans la formation permanente.

CADRE DE VIE :

Si le passé nous a légué des sites et un cadre exceptionnels, ce patrimoine est menacé par la politique menée par la droite :

— libéralisme sauvage sur le foncier,
— profits spéculatifs et coûts bâtis exagérés,
— "bourrage" des terrains libres en ville.

Ce qui a pour conséquence :

- la parcellisation de résidences closes sur elles-mêmes,
- l'exclusion des populations modestes et des jeunes ménages des villes,
- le vieillissement des populations résidentes
- et l'uniformité socio-professionnelle.

CULTURE :

La vie conviviale s'appauvrit et les équipements culturels et de loisirs sont mal utilisés, d'autant que depuis 1986 la politique culturelle est en retrait par rapport à l'action énergique pécédente.

VIE ECONOMIQUE :

Nous constatons que les activités économiques se situent à Paris et en proche banlieue. Il s'agit donc de favoriser l'accessibilité par de meilleurs transports collectifs, bus et grande ceinture SNCF par exemple, et par l'amélioration routière, déviations par exemple.

Le développement des activités économiques dans les villes nouvelles et la ciconscription est nécessaire :

- des entreprises de services,
- des industries non polluantes,
- et une économie sociale, à travers les associations privées créatrices de services de proximité, aides familiales et aux handicapés par exemple.

Nous sommes convaincus que la décentralisation, où l'Etat joue strictement son rôle, et la politique contractuelle préparent l'avenir dans la paix sociale.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous faisons nôtres les propositions de dialogue et d'ouverture du Président de la République, François MITTERRAND, et nous sommes solidaires de l'œuvre engagée par le Premier Ministre, Michel ROCARD, député de notre circonscription en 1973, pour le renouveau et la modernisation dans la justice sociale.

Nous rejetons le sectarisme, le racisme et la politique d'exclusion. Bien au contraire, nous pronons la tolérance.

Vous tous qui croyez au progrès et à l'effort dans la solidarité, nous vous appelons à nous rejoindre car c'est aussi dans la 3e circonscription, que doit se construire l'avenir.

Le 8 mai dernier, par une des majorités les plus fortes que l'on ait connues sous la Ve République, les Français ont réélu François MITTERRAND à la tête de l'Etat.

Cette victoire n'est ni celle d'un parti, ni un chèque en blanc. Mais c'est indiscutablement l'adhésion du pays à des valeurs et le choix de principes mis en avant par le Président de la République : la stabilité des institutions et l'impartialité de l'Etat, la solidarité et le refus des exclusions afin que nul ne soit laissé sur le bord du chemin de la modernisation économique, la formation des jeunes et l'emploi, la construction de l'Europe et le rôle actif que doit jouer la France pour la paix et le désarmement.

Ces valeurs qui sont celles de la République et de la démocratie ainsi que ces objectifs peuvent rassembler une très large majorité de Français, au-delà des clivages politiques existants.

Le Président de la République m'a fait l'honneur et la confiance de m'appeler à la tête du Gouvernement pour y réunir des hommes et des femmes de sensibilités différentes mais qui avaient en commun leur attachement aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Quelques uns — courageux — sont venus en avant-garde de cette ouverture souhaitée par les Français. D'autres, et je le regrette, avaient refusé par avance la main qui leur était tendue.

Dès lors, pour la stabilité des pouvoirs publics, pour que le Gouvernement dispose d'une majorité stable, il n'y avait pas d'autre solution que celle consistant à donner la parole au peuple, en dissolvant l'Assemblée Nationale. M. BARRE, dont il faut saluer l'honnêteté intellectuelle, a d'ailleurs reconnu que c'était la seule solution conforme à l'esprit des institutions de la Ve République et qu'elle ne compromettait en rien l'ouverture nécessaire au lendemain des élections législatives.

Des enjeux importants nous attendent. Certains sont urgents parce que l'actualité nous presse : je pense au rétablissement du dialogue et de la paix civile en Nouvelle-Calédonie, que j'ai engagé. D'autres sont urgents parce qu'il faut les préparer sans tarder pour assurer l'avenir : la formation, le logement social, la fiscalité.

Je vous demande donc de donner au Président de la République et à mon Gouvernement la majorité parlementaire de rassemblement et d'ouverture dont nous avons besoin pour répondre aux attentes du pays, comme à son avenir.

MICHEL ROCARD
Premier Ministre
Maire de Conflans-Ste-Honorine

M. Rocard

Vu, le Candidat

Imp. Socodim